



Demande de légalisation internationale

(Décret n°2007-1205 du 10 août 2007)

Votre identité :

Madame

Monsieur

Votre nom d'usage : _____

Votre prénom : _____

Nom de l'entreprise / société (optionnel) : _____

Votre adresse : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal | _ | _ | _ | _ | Commune : _____

Pays : _____

Adresse électronique : _____

Numéro de téléphone : _____

Votre demande :

Pays de destination : _____

Motif de la demande: _____

Nature du document :			
<i>(Pour un nombre de documents supérieur à 5, joindre en complément une lettre explicative détaillée)</i>			
Nbre	Type de document :	Source à légaliser :	Traduction à légaliser :
01 -		<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
02 -		<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
03 -		<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
04 -		<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
05 -		<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Tarif :

Le tarif appliqué est de 10€ par document (quel que soit le nombre de pages).
Chaque légalisation apposée coûte 10€.

- À titre indicatif :
- 2 exemplaires du même document à légaliser coûtent 20€
 - La légalisation d'un document source et de sa traduction coûte 20€

Païement joint :

Paiement par chèque (uniquement « Payable en France »)

Ordre à renseigner sur le chèque : « **Régie des Légalisations (DFAE)** »

Prénom, Nom du titulaire du chèque: _____

Montant et date d'émission du chèque: _____

Numéro de chèque (en bas à gauche du chèque): _____

Établissement bancaire émetteur :

Paiement par virement bancaire (joindre la copie du virement imprimée)

Prénom, Nom de l'émetteur : _____

Montant et date du virement : _____

Établissement bancaire émetteur : _____

Retrouvez nos coordonnées bancaires sur [notre site internet](#) (cf. « Combien coûte une légalisation ? »).

Envoi postal :

Dans tous les cas, veuillez joindre une enveloppe suffisamment affranchie à votre adresse pour le retour.

En cas de [lettre suivie](#) de retour, recommandée AR, chrono-post (etc.), veuillez renseigner ci-dessous :

Le numéro du suivi de votre courrier de retour : _____

Depuis l'étranger, vous avez la possibilité d'imprimer vos timbres depuis le site internet : [La Poste.Fr](#)

Signature de la demande :

ATTESTATION SUR L'HONNEUR :

Je soussigné(e) (prénom, nom) : _____

certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur ce formulaire sont exacts.

Fait à : _____

Le | | | | | | | | | |

Signature :

La messagerie électronique : bureau.legalisation@diplomatie.gouv.fr est à votre disposition pour la vérification des actes.

Le Bureau des Légalisations n'étant pas en mesure de faire parvenir les documents légalisés aux Ambassades ou Consuls des pays de destination pour leur surlégalisation, il vous appartient de réaliser vous-même cette démarche.

Apostille :

Les demandes d'[apostille](#) doivent être adressées auprès de la Cour d'Appel compétente. entraide-apostille.dacs@justice.gouv.fr

Afin de contribuer au respect de l'environnement, merci d'imprimer ce formulaire sur une seule page recto-verso